

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 18621**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit Economie Gestion, mention Droit Privé, spécialité Droit des affaires (à finalité professionnelle)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Savoie Mont Blanc - Chambéry, Ministère chargé de l'enseignement supérieur Modalités d'élaboration de références : CNESER	Président de l'université de Savoie, Recteur de l'académie

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le titulaire de ce diplôme peut exercer les activités (ou fonctions) suivantes :

Ce professionnel est un juriste d'entreprise susceptible d'affronter les différents problèmes juridiques auxquels peuvent être confrontées les entreprises, tout en prenant en considération leurs contraintes financières et commerciales.

Principales compétences acquises :

- Argumenter (à l'écrit et à l'oral), convaincre et expliquer
- Appréhender l'environnement du client ou de l'entreprise dans sa globalité et sa transversalité (fiscale, sociale, concurrence, propriété industrielle, financier, sociétaire ou contractuelle, organisationnelle et managériale)
- Modéliser une situation d'entreprise au regard des règles juridiques et fiscales
- Identifier et qualifier les objectifs et les contraintes de l'entreprise et du client

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Secteurs d'activités :

- A - Administration publique, professions juridiques, armée et police
- L - Gestion, administration des entreprises

Types d'emplois accessibles :

La spécialité Droit des affaires forme des juristes d'entreprise susceptibles d'exercer leur profession en cabinet d'avocat ou au sein d'un service juridique d'une entreprise ou au sein de certaines administrations (DGCCRF, administration fiscale).

- Avocat (accessible après examen d'entrée et formation en école spécialisée)
- Juriste d'entreprise
- Mandataire-liquidateur
- Magistrat (après formation spécialisée)
- Inspecteur du travail (sur concours)

Codes des fiches ROME les plus proches :

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1

UE 1 - Enseignements fondamentaux : Droit civil (régimes matrimoniaux), Droit commercial 1, Contrats spéciaux, Droit communautaire matériel, Droit international privé - 15 ECTS - 186 heures

UE 2 - Enseignements de spécialisation Droit des affaires : Droit public économique, Gestion des ressources humaines - 10 ECTS - 46 heures

UE 3 - Enseignements complémentaires : Langue vivante 1 : au choix Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais, Informatique et C2I, EC au choix : Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais) / Activités physiques et sportives / Initiative étudiante - 5 ECTS - 62 heures

Semestre 2

UE 1 - Enseignements fondamentaux : Droit civil (successions), Droit commercial 2, Droit du travail, Droit de la concurrence interne et communautaire, Droit du commerce international, Initiation à la recherche - 15 ECTS - 176 heures

UE 2 - Enseignements de spécialisation Droit des affaires : Droit pénal spécial, Droit des assurances, Fiscalité, Comptabilité - 10 ECTS - 100 heures

UE 3 - Enseignements complémentaires : Langue vivante 1 : au choix Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais, Informatique et C2I, EC au choix : Langue vivante 2 (Allemand / Italien / Espagnol / Droit anglais) / Activités physiques et sportives / Initiative étudiante - 5 ECTS - 62 heures

Semestre 3

UE 1 - Enseignements fondamentaux : Structure juridique de l'entreprise, Structure comptable et financière de l'entreprise, Structure fiscale de l'entreprise - 9 ECTS - 75 heures

UE 2 - Enseignements de spécialisation : L'entreprise et ses fournisseurs, L'entreprise et ses partenaires, L'entreprise et ses clients - 12 ECTS - 78 heures

UE 3 - Outils : Pratique de la langue anglaise, Techniques d'expression et d'argumentation, Méthodologie du travail sur dossier, Maniement de l'outil informatique - 9 ECTS - 45 heures

Semestre 4

UE 1 - Enseignements fondamentaux : Techniques contractuelles, Pratique des relations de travail, Stratégie de l'entreprise, Gestion des risques de l'entreprise - 8 ECTS - 50 heures

UE 2 - Enseignements de spécialisation : Droit pénal de l'entreprise, Propriété intellectuelle de l'entreprise, Droit du commerce international, Droit bancaire, Conférences d'actualité - 7 ECTS - 58 heures

UE 3 - Règlement des litiges de l'entreprise : Modes alternatifs de règlement des litiges de l'entreprise, L'entreprise face au fisc, L'entreprise face à ses salariés, L'entreprise face à l'URSSAF, L'entreprise face à ses créanciers - 6 ECTS - 56 heures

UE 4 - Stage : Stage en entreprise (6 à 12 semaines) - 9 ECTS

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUI/NON		COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X		Enseignants et professionnels Personnes ayant contribué aux enseignements (Loi n°84-52 du 26 janvier 1984 modifiée sur l'enseignement supérieur)
En contrat d'apprentissage		X	
Après un parcours de formation continue		X	
En contrat de professionnalisation		X	
Par candidature individuelle		X	
Par expérience dispositif VAE prévu en 2003	X		Deux jurys VAE sont organisés chaque année pour les candidats (décembre et juin). Enseignants chercheurs et professionnels. Le candidat rédige un dossier de professionnalisation qu'il présente à un jury. Celui-ci détermine l'étendue de la validation.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Dernier arrêté : le 24 août 2007

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

2011

Nombre d'inscrits : 19

Nombre d'inscrits ayant validé leur diplôme : 19

Taux de réussite : 100%

2012

Nombre d'inscrits : 24

Nombre d'inscrits ayant validé leur diplôme : 24

Taux de réussite : 100%

2013

Nombre d'inscrits : 19

Nombre d'inscrits ayant validé leur diplôme : 19

Taux de réussite : 100%

Autres sources d'information :

<http://www.fac-droit-savoie.fr/>

<http://www.univ-savoie.fr>

Lieu(x) de certification :

Université Savoie Mont Blanc - Chambéry : Auvergne Rhône-Alpes - Savoie (73) [Chambéry]

Université de Savoie, 27 rue Marcoz, 73011 CHAMBERY CEDEX

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de Droit, Domaine Universitaire de Jacob-Bellecombette, BP 1104, 73011 Chambéry Cedex

Historique de la certification :